## Décideurs, Zéro Empreinte Forêt c'est maintenant!

Le 14 novembre 2018, le gouvernement français s'est doté d'une Stratégie Nationale de lutte contre la Déforestation Importée (SNDI) qui vise à mettre fin d'ici 2030 à la déforestation causée par l'importation de produits forestiers ou agricoles. C'est un premier pas important pour lutter contre la déforestation avec en particulier une volonté affichée de vouloir porter cette ambition à l'échelle européenne. Cependant cette avancée ne va pas assez loin car elle n'est pas contraignante et il y a urgence à mettre fin à la déforestation importée bien avant 2030, et à la réduire de moitié d'ici 2020 !

A cette occasion, nous, citoyens conscients et associations françaises luttant à travers le monde pour la préservation des forêts, lançons un appel aux décideurs publics et privés pour mettre en place des mesures contraignantes pour réduire de moitié la déforestation importée dès 2020.

L'urgence est flagrante. Chaque année, ce sont plus de 13 millions d'hectares bruts de forêt qui disparaissent dans le monde selon la FAO¹, et cette déforestation est en constante progression dans les régions de forêts tropicales où elle affecte populations locales et peuples autochtones. Ces dernières sont pourtant primordiales pour la conservation de la biodiversité et des puits de carbone phénoménaux qui jouent un rôle majeur dans la lutte contre les conséquences du changement climatique.

Malgré la signature de la déclaration de New York sur les forêts en septembre 2014 (dont l'objectif était de « réduire les pertes forestières naturelles de moitié d'ici 2020, en s'efforçant d'y mettre fin d'ici 2030 ») ou les engagements « Zéro Déforestation d'ici à 2020 » affichés par de nombreuses entreprises, force est de constater que nous sommes très loin du but². Par ailleurs le contexte politique international n'est pas favorable puisque des traités internationaux emblématiques sont remis en question. L'Europe s'engage, mais demeure le continent qui génère le plus de déforestation importée³; c'est-à-dire qu'à travers ses importations, elle provoque indirectement de la déforestation dans d'autres régions du monde. Certains produits comme le soja, l'huile de palme, le cacao et le caoutchouc sont particulièrement concernés.

L'empreinte forêt moyenne d'un Français est de 352 m². Cela signifie que pour s'approvisionner en principaux produits à risque de déforestation, nous avons prélevé sur les forêts la surface de près de deux terrains de tennis chacun. Nous devons réduire cette empreinte au plus vite - c'est notre responsabilité -, car nous, citoyens européens, impactons majoritairement les forêts du monde. Audelà de la mesure de notre impact, nous voulons surtout mettre en œuvre des solutions de sobriété et responsabiliser notre consommation pour réduire notre empreinte forêt.

Nous avons notre rôle à jouer pour réduire notre impact. Cependant, pouvons-nous arriver à Zéro Empreinte Forêt par nos simples choix de consommation ? Allons-nous stopper la déforestation en

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> FAO, évaluation des ressources forestières mondiales 2010 http://www.fao.org/news/story/fr/item/40905/icode/

 $<sup>2\</sup> https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/climatologie-rechauffement-climatique-previsions-giec-etaient-trop-optimistes-10644/$ 

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> 39% de la déforestation importée mondiale selon une étude la commission européenne en 2013 : The impact of EU consumption on deforestation: Comprehensive analysis of the impact of EU consumption on deforestation

arrêtant seulement de manger du poulet alimenté au soja ? La réponse est non, nous allons la réduire mais sans des décisions fortes des gouvernements et entreprises, c'est impossible !

Alors même que nous, citoyens conscients et acteurs de la société civile française, faisons des efforts et mobilisons les consommateurs sur ces questions, certains décideurs diminuent leurs engagements budgétaires, remettent en cause des politiques publiques innovantes tout en annonçant parfois le contraire et empirent la situation. L'objectif énoncé par la COP 21 de plafonner le réchauffement climatique à 1,5 degrés d'ici 2100 sera vraisemblablement malheureusement atteint dès 2040 si la déforestation se poursuit à ce rythme. De plus, l'atteinte de nombreux objectifs du développement durable (ODD) de l'agenda international 2030 seront mis à mal, en premier lieu les ODD 13 sur les mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques et 15 sur la vie terrestre.

Le soja est le premier responsable de l'Empreinte Forêt des Français. Consommé par les animaux de nos élevages qui serviront à produire de la viande mais aussi des produits laitiers et des œufs, il est importé à 97 %! Ce soja pourrait être produit localement en Europe, sans OGM, et sans générer de déforestation. Mais les accords du GATT entre les États-Unis et l'Union européenne bloquent l'augmentation des surfaces de culture d'oléagineux en Europe<sup>4</sup>.

Quant à l'huile de palme, responsable de 61 % de la déforestation en Indonésie<sup>5</sup>, c'est la même chose. Le consommateur a permis de réduire l'usage de l'huile palme alimentaire de 25 % entre 2010 et 2018. Pourtant, dans le même temps, la consommation totale d'huile de palme a augmenté de 325 % à cause de sa présence dans les carburants ! L'usage des agro carburants est imposé par une directive européenne, et l'huile de palme est le premier biocarburant utilisé.

Pour les autres matières premières aussi, les décideurs nous imposent leurs choix. Alors que nous sommes en mesure, techniquement, de rechaper les pneus, il est désormais moins cher d'acheter un pneu bas de gamme pour les remplacer. Et qu'utilisons-nous dans ces cas-là? Du caoutchouc issu du boom de l'hévéa dont la surface de plantation explose aux dépens des forêts de l'Asie du Sud-Est! Pour le cuir, alors que l'on pourrait utiliser le cuir français, les circuits courts sont impossibles dans cette industrie mondialisée qui préfère le cuir d'importation pouvant provenir d'élevages d'Amérique du Sud. Enfin pour le papier, même s'il y a eu des améliorations, le Stop pub que nous sommes nombreux à mettre sur nos boîtes aux lettres est souvent non respecté par les entreprises de la distribution.

Le tableau n'est cependant pas entièrement noir car c'est aussi grâce à notre mobilisation en tant que consommateurs (et notamment celle sur l'huile de palme ici en France) que les pays d'Asie du Sud-Est commencent à mettre en place des mesures contraignantes. Les choses bougent. C'est pourquoi, nous, citoyens et acteurs engagés de la préservation des forêts, sommes convaincus que nous pouvons faire pression sur les décideurs.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Accord du GATT sur les tarifs douaniers, 1994. Depuis 1962 la CEE avait accepté, dans le cadre des accords du GATT, d'importer sans droit de douane les oléagineux américains alors qu'elle n'en produisait pratiquement pas. Ayant essayé de développer ces cultures dans les années 1970 (colza, tournesol et soja principalement), elle a dû capituler face aux menaces de mesures de rétorsion américaines.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> https://repository.usfca.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1591&context=capstone

En ce sens, nous saluons plusieurs avancées marquantes de la SNDI. La loi française sur le devoir de vigilance qui indique que toute entreprise doit identifier et atténuer ses impacts environnementaux et sociaux y compris dans sa chaine d'approvisionnement sera défendue à l'échelle de l'Union européenne afin d'instaurer une réglementation pour l'ensemble des matières premières. Par ailleurs, la SNDI prévoit la création d'un outil innovant par la création d'une plateforme nationale de lutte contre la déforestation ouverte à tous les acteurs. Cette plateforme devrait enfin permettre le suivi des engagements « zéro déforestation » des acteurs privés et de faciliter la traçabilité dans les chaines d'approvisionnement. Nous rappelons que beaucoup d'entreprises en restent à l'étape des déclarations et ne mettent pas les moyens nécessaires pour leurs mises en œuvre.

Cependant le maintien d'un objectif de Zéro déforestation à un horizon 2030 demeure beaucoup trop éloigné et serait un très mauvais signal envoyé par l'État aux parties prenantes. Alors, pour arriver à Zéro Empreinte Forêt, décideurs, c'est maintenant!

Décideurs publics, (après la première avancée faite avec la publication de la SNDI), répondez à notre appel et mettez en place des mesures d'ici 2020, pour respecter votre engagement pris lors de la Déclaration de New York. La lutte contre la déforestation importée constitue le premier levier d'action pour la France. Pour cela :

- 1) Transcrivez la SNDI en réglementations contraignantes pour les acteurs publics comme privés
- 2) Mettez fin à la fiscalité avantageuse sur les agro carburants et aux projets d'implantation d'usines de production d'agro carburants à base d'huile de palme sur le territoire français.
- 3) Luttez contre la déforestation importée liée au soja et à la viande en intégrant directement l'impératif de Zéro Déforestation Importée dans les négociations cadre des accords de Libre Echange, en premier lieu sur les accords EU-MERCOSUR FTA.
- 4) Prenez des mesures concrètes pour inciter les consommateurs à réduire leur consommation de viande, largement dépendante du soja d'importation pour sa production

Décideurs privés, répondez à notre appel et aux exigences de la France face aux impératifs de Zéro déforestation !

- 1) Respectez vos engagements « zéro déforestation en 2020 » que vous êtes nombreux à avoir pris sans résultat probant à ce jour
- 2) Dépassez les logiques de certification comme seule solution de préservation des forêts, ces certifications ayant montré leurs limites. Améliorez la traçabilité et la transparence des produits à risque en travaillant sur vos chaines d'approvisionnement.
- 3) Agissez concrètement pour la réduction de la consommation des produits liés aux matières premières entrainant la déforestation, la solution restant la sobriété dans leur utilisation.

Après cette première avancée avec la publication de la SNDI, nous vous invitons à répondre à notre appel en prenant des mesures concrètes et ambitieuses d'ici à 2020, c'est à dire dans moins de 400 jours!

## Signataires:

Jonathan Guyot, Président de <u>all4trees</u>, Margaux Sabourin, Présidente de <u>Coeur de Forêt</u>, Olivier Guichardon, Président d'<u>Envol Vert</u>, Maïkov Dumas, Président de <u>Forestever</u>, Responsable Politique des questions forestières, Hervé Le Bouler, <u>France Nature Environnement</u>, Cécile Lachaux, Directrice de <u>Man and Nature</u>, Marie Toussaint Présidente de <u>Notre affaire à tous - Agir ensemble pour la justice climatique</u>, Patrice Papet, Président de <u>Planète Urgence</u>, Thomas Boisserie, Directeur Général, <u>Planète Urgence</u>, Marie-Hélène Straus, Présidente de <u>Tchendukua-Ici et Ailleurs</u>, David Colon, Président de <u>Up2Green Reforestatio</u>n, Valérie Colin, Secrétaire Générale de <u>Noé</u>.

Citoyens, rejoignez-nous en signant vous aussi notre appel aux décideurs :  $\frac{https://www.change.org/p/le-minist%C3\%A8re-de-l-z%C3\%A9ro-empreinte-for%C3\%AAt-c-est-$ 

maintenant?recruiter=8081338&utm source=share petition&utm medium=copylink&ut m\_campaign=share\_petition

Pour en savoir plus sur la campagne : https://all4trees.org/campagnes/zero-empreinte-foret/























